



**HAL**  
open science

## Sur les traces des cadres forestiers français tombés durant la Seconde Guerre mondiale

Stéphane Weiss

► **To cite this version:**

Stéphane Weiss. Sur les traces des cadres forestiers français tombés durant la Seconde Guerre mondiale. *Revue forestière française*, 2010, 62 (5), pp.575-584. 10.4267/2042/39867 . hal-02966212

**HAL Id: hal-02966212**

**<https://hal.science/hal-02966212v1>**

Submitted on 25 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## SUR LES TRACES DES CADRES FORESTIERS FRANÇAIS TOMBÉS DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

STÉPHANE WEISS

Dans un précédent article paru en 2008 dans la *Revue forestière française*, nous avons évoqué le décès des élèves et anciens élèves des Écoles nationales des Eaux et Forêts de Nancy et des Barres morts pour la France entre 1914 et 1919. L'analyse reposait principalement sur la base de données Mémoire des Hommes mise en ligne en 2003 par le Secrétariat général aux Armées. En mai 2010, cette base a été étendue aux militaires français tombés au cours du second conflit mondial. Il apparaît dès lors opportun de se pencher sur les cadres forestiers morts pour la France ou morts du fait de la guerre entre 1939 et 1945.

Les listes publiées dans les annuaires des Eaux et Forêts postérieurs à 1945 donnent dix-sept noms. Les rubriques nécrologiques figurant dans la *Revue des Eaux et Forêts (REF)* de 1939 à 1946 permettent d'y ajouter trois autres victimes (voir en annexe, p. 583).

Ce total de vingt cadres, heureusement bien inférieur aux 104 victimes du premier conflit mondial, ne permet pas l'approche quantifiée proposée au sujet de leurs aînés. Notre propos sera davantage qualitatif et portera principalement sur deux aspects : la restitution du contexte des décès et la manière dont la *Revue des Eaux et Forêts* s'en est fait l'écho au fil des ans.

### D'UNE GUERRE À L'AUTRE...

La Grande Guerre est symboliquement close par le défilé victorieux du 14 juillet 1919, auquel prend part le drapeau des Chasseurs forestiers. Au regard des mentions relatées dans la *Revue des Eaux et Forêts*, il s'agit de son unique et dernière apparition sur les Champs-Élysées : en 1924, le corps des Chasseurs forestiers est dissous.

En 1914, selon une dichotomie établie en 1889, la moitié des cadres forestiers mobilisés a rejoint l'infanterie tandis que l'autre moitié, affectée aux Chasseurs forestiers, a tenu un rôle d'infanterie territoriale (missions de garde, de travaux...). Employés en tant qu'officiers subalternes et non comme forestiers, ceux versés dans l'infanterie ont subi la quasi-totalité des pertes recensées, sans usage de leurs compétences techniques. Une partie des cadres forestiers mobilisés a toutefois retrouvé un rôle forestier, avec la constitution d'un Service forestier des armées à partir de 1915. Cette mesure était opportune mais tardive : les pertes enregistrées en 1914 et 1915 (tués et blessés) ont représenté plus du quart des cadres forestiers mobilisables en 1914.

Un décret du 25 juillet 1924 supprime le corps des Chasseurs forestiers et rattache tous les cadres forestiers mobilisables au génie ou aux services forestiers des armées, en tant qu'officiers de réserve. Un décret du 11 mai 1927 détaille les équivalences de grades prévues en cas de

mobilisation. Les cadres des Eaux et Forêts sont ainsi reconnus militairement tant pour leur fonction d'encadrement (officiers) que pour leurs compétences techniques.

### L'ENGAGEMENT DE 1939-1940

La période de la Seconde Guerre mondiale s'ouvre dans la *Revue des Eaux et Forêts* par une cérémonie. Le 3 juin 1939, le drapeau des Chasseurs forestiers, dénué de fonction et jusqu'alors conservé à Paris, est confié à l'école de Nancy.

La guerre n'est pas encore déclarée mais elle hante déjà les esprits. Moins d'un an après la crise des Sudètes et la mobilisation partielle de septembre 1938, trois mois après le démembrement définitif de la Tchécoslovaquie et alors que la crise polonaise est déjà engagée, le discours prononcé à Nancy par le président de la Société des amis et anciens élèves de l'École se conclut avec gravité : « *Mes jeunes camarades [élèves des 112<sup>e</sup> et 113<sup>e</sup> promotions], si vous avez l'occasion à votre tour de connaître les angoisses de la guerre et leur fierté, tournez-vous vers nos trois couleurs (...). Gardons l'espoir que les plis tricolores ne flotteront plus désormais que sur des pays en paix, sur des champs et des forêts productifs et fertiles (...)* <sup>(1)</sup> ». Trois mois plus tard, la France entrait en guerre.

Les données disponibles ne permettent pas une analyse de la mobilisation des cadres forestiers en 1939 aussi poussée que pour leurs aînés de 1914. Les numéros de la *Revue* de 1939 et 1940 permettent de repérer le grade de 75 élèves et cadres. L'arme d'affectation n'est partiellement identifiable que par recoupement avec les registres d'officiers conservés au Service historique de la Défense <sup>(2)</sup>.

Les informations disponibles montrent des dispositions conformes aux décrets de 1924 et 1927 : la plupart des officiers repérés ont été attachés aux formations combattantes du génie ou à des formations forestières militaires. Certains ont cependant servi dans l'infanterie, dans l'artillerie ou dans les transmissions.

TABLEAU I **Répartition par grades des cadres mentionnés dans la R.E.F. (morts de 1940 à 1944 et prisonniers)**

Grades Eaux et Forêts en 1940	Grades militaires (les cases grisées correspondent aux équivalences prévues par le décret du 11 mai 1927)							Total
	Sergent	Aspirant	Sous-lieutenant	Lieutenant	Capitaine	Chef de Bataillon	Lieutenant-colonel	
Élève garde général . . . . .		1	7					8
Garde général	3	3	6	24				36
Inspecteur adjoint . . . . .				8	18			26
Inspecteur . . .				1		2		3
Inspecteur principal . . . .						2		2
Total . . . . .	3	4	13	33	18	4	0	75

(1) *Revue des Eaux et Forêts*, tome LXXVII, juin 1939, page 555.

(2) Registres informatiques correspondant aux dossiers individuels d'officiers de la série 8Ye. Tous les officiers n'y figurent pas.

En matière de grades, les situations sont contrastées. Si une majorité des 75 cadres connus bénéficient effectivement des grades d'assimilation prévus en 1927, en tant que lieutenants ou capitaines, quelques-uns ne sont que sergents (cf. tableau I, p. 576). Il est vrai que les grades d'assimilation prévus n'étaient valables que pour le génie ou les formations forestières.

Cinq cadres forestiers en poste et un élève de l'École des Barres sont morts dans les rangs de l'Armée, entre la mobilisation et l'armistice du 25 juin 1940. Il s'agit d'hommes jeunes, de 27 à 34 ans. Un premier décès se produit par maladie, en février. Les cinq autres sont intervenus après le 10 mai, une fois la bataille de France déclenchée. Deux des décès interviennent après la demande d'armistice du 17 juin : les 19 et 22 juin, dans le cadre des derniers combats des armées françaises de l'Est, encerclées dans les Vosges.

Les morts ne sont pas les seules victimes. Il y eut des blessés mais leur détail n'est pas connu. Il convient de plus d'y ajouter les prisonniers envoyés en captivité. La France est privée d'un million et demi de captifs. Parmi eux figurent 67 cadres forestiers, pour la plupart transférés en Allemagne dès l'été 1940. Ainsi, même si les pertes humaines ont été plus limitées qu'en 1914-1918, le bilan pour l'administration forestière française apparaît lourd au tournant de l'été 1940 : avec 72 cadres tués ou prisonniers, plus du dixième des effectifs manque à l'appel. Certains prisonniers sont certes rapatriés dès 1941 mais la *Revue des Eaux et Forêts* et les annuaires des Eaux et Forêts de 1941 à 1944 témoignent d'une « pénurie d'officiers »<sup>(3)</sup> et de postes non pourvus<sup>(4)</sup>.

### 1940-1944 : L'EMPIRE EN GUERRE

Prise dans la tourmente de l'exode, l'administration forestière centrale, dont l'équipe de rédaction de la *Revue des Eaux et Forêts*, s'est repliée en juin jusqu'à Mont-de-Marsan. Elle réintègre Paris le 8 août 1940 après un séjour à Clermont-Ferrand.

Un nouveau numéro de la revue paraît à la fin de l'été, daté de juillet-août-septembre 1940. Organe officiel émanant d'une administration, la *Revue des Eaux et Forêts* est jusqu'en août 1944 au diapason du gouvernement de Vichy. Les numéros sont en grande partie consacrés à la reproduction de lois et arrêtés<sup>(5)</sup>.

Le numéro daté d'octobre-novembre-décembre 1940 octroie une large place à la nécrologie de cinq des six victimes militaires de 1939-1945. L'élève des Barres tombé au combat en juin 1940 n'y figure pas. De même, aucune information n'est donnée au sujet des préposés forestiers, dont il est pourtant permis de penser qu'ils comptent au moins des prisonniers, puisque une partie de leurs propres cadres des services forestiers des armées est en captivité. Il est difficile de statuer sur ces absences mais relevons que cet état diffère fortement par rapport au conflit précédent : les préposés morts pour la France ou blessés avaient eu droit à une place analogue à celle de leurs cadres dans le *Livre d'or de l'Administration des Eaux et Forêts* paru en 1916. Autre constat : aucune citation militaire reçue pour la campagne de 1939-1940 n'est reproduite, contrairement aux numéros des années 1915 à 1919. S'agit-il d'une volonté d'oublier la guerre et la défaite, une fois les oraisons funèbres prononcées ?

(3) *Revue des Eaux et Forêts*, tome LXXXIII, octobre 1945, page 616.

(4) Les annuaires de la période de guerre sont à utiliser avec précaution. D'une part, ils mentionnent des cadres en poste pour les départements d'Alsace et en Moselle, territoires annexés et où l'administration française avait été supprimée. D'autre part, les annuaires de 1943 et 1944 mentionnent également les postes d'Afrique, alors que ces territoires n'étaient plus en relation avec la métropole depuis fin 1942, voire l'été 1940 en ce qui concerne l'Afrique-Équatoriale française.

(5) Dans un souci d'exhaustivité sur les textes intéressants de près ou de loin les forestiers, le numéro de juillet-août-septembre 1940 juxtapose les derniers actes signés par le gouvernement de Paul Reynaud en juin 1940 et les premiers actes des réformes engagées par le gouvernement de Vichy.

Un texte, paru dans le numéro de septembre 1941, vient toutefois rappeler la poursuite de la guerre sous d'autres cieux : la nécrologie d'un inspecteur de la 99<sup>e</sup> promotion nancéienne, mortellement blessé en combattant, le 9 novembre 1940, à Libreville au Gabon.

D'août à septembre 1940, à l'exception du Gabon, tous les territoires d'Afrique-Équatoriale française se sont ralliés à la jeune France libre. L'Afrique-Occidentale française est restée dans le giron de Vichy, après l'échec de la tentative de débarquement du Général de Gaulle à Dakar en septembre 1940. Ne parvenant pas à obtenir le ralliement du Gabon par la diplomatie, le Général de Gaulle se résout à employer la voie militaire. Cette confrontation franco-française coûte 35 tués de part et d'autre. Le 14 novembre 1940, les hostilités prennent fin : le territoire du Gabon intègre la France libre (Largeaud, 2010).

Parmi les victimes du camp de Vichy figure l'inspecteur de 37 ans précédemment évoqué. Sa rubrique nécrologique donne lieu à une évocation de la scission du milieu colonial français, avec des tonalités de guerre civile peu employées habituellement dans la *Revue*<sup>(6)</sup> : ce décès est présenté comme un « *sacrifice* » pour le « *maintien de la fidélité du Gabon à la mère-patrie* », face aux « *forces dissidentes* » et « *rebelles* », composées d'« *égarés* ». Sans chercher à juger les protagonistes de l'automne 1940, relevons qu'avec la sécession de l'Afrique-Équatoriale française le corps forestier colonial a probablement connu des déchirements, qui justifieraient une recherche complémentaire dépassant le champ du présent article.

En novembre 1942, à la suite du débarquement allié en Afrique du Nord, l'ensemble de l'empire colonial français (exception faite de l'Indochine) reprend la lutte contre l'Allemagne et l'Axe. Dans la perspective d'un réarmement allié et d'un engagement pour la libération de la métropole, les Français d'Afrique du Nord et des colonies sont mobilisés.

C'est ainsi qu'une part des cadres forestiers en poste en Afrique en 1942 rejoint la future 1<sup>re</sup> armée française, qui débarque en Provence à partir du 15 août 1944. Dans ses rangs, deux anciens élèves, l'un de la 108<sup>e</sup> promotion nancéienne, le second de la 113<sup>e</sup>, tombent en novembre 1944, lors des combats de Montbéliard et des Vosges. Âgés de 29 ans, ils servaient tous deux dans le génie, avec les grades de sous-lieutenant et de lieutenant.

### **1943 ET 1944 : RÉSISTANCE ET LIBÉRATION**

L'occupation italo-allemande de la zone Sud le 11 novembre 1942 puis l'instauration du service du travail obligatoire (STO) en février 1943 marquent un tournant dans l'histoire de la Résistance française, avec la constitution croissante de maquis progressivement militarisés.

Sans tomber dans l'hagiographie, les forestiers sont aux premières loges, qu'ils aient été acteurs ou spectateurs. Au sein de l'espace rural français, les massifs forestiers furent en effet autant de caches et camouflages potentiels pour des hommes puis pour des armes. Les chantiers forestiers, nombreux en cette période de carbonisation du bois (pour les moteurs gazogènes), jouèrent souvent une fonction d'embryon de maquis, en facilitant le camouflage de réfractaires au STO (Mermet, 1984). L'histoire des forestiers dans la Résistance reste cependant encore à écrire. Le présent article se contentera d'évoquer le cas des défunts, au regard des nécrologies publiées par la *Revue des Eaux et Forêts* après 1944.

Six disparitions pour faits de résistance interviennent dès avant le 6 juin 1944 (cinq cadres et un préposé). Le scénario est globalement le même : une implication active dans un mouvement de

(6) *Revue des Eaux et Forêts*, tome LXXIX, septembre 1941, pp. 687-689. Le lecteur attentif trouvera des tonalités voisines dans le tome X de la *Revue des Eaux et Forêts* (année 1871).

résistance, une arrestation par les services allemands, puis un décès après torture ou une disparition en camp de concentration.

Émanant d'un organe officiel lié au régime de Vichy, la *Revue des Eaux et Forêts* n'évoque aucune de ces disparitions en 1943 et 1944. Notons une victime oubliée par les listes des annuaires des Eaux et Forêts de l'après-guerre : Michel Le Poitevin de la Croix de Vaubois, conservateur à Rouen (98<sup>e</sup> promotion), arrêté le 22 mai 1944 puis disparu en déportation <sup>(7)</sup>.

Le 6 juin 1944, la lutte armée s'ouvre au grand jour, avec pour corollaire une répression accrue. Entre le 6 juin et la fin de l'année 1944, cinq cadres et au moins 29 préposés décèdent ou sont déportés (puis décédés ultérieurement en captivité). Ces pertes s'échelonnent sur l'été et l'automne, avec un maximum observé en septembre et octobre 1944 (cf. tableau II).

TABLEAU II **Pertes de cadres et préposés forestiers pour faits de résistance ou comme otages après le 6 juin 1944 (cadres en gras, préposés en italique)**

Mois	Morts au combat	Exécutés	Déportés puis décédés	Total
Juin 1944. . . . .	-	<b>1</b>	-	1
Juillet 1944 . . . . .	<i>3</i>	<i>1</i>	<b>1</b>	5
Août 1944. . . . .	<i>5</i>	<b>1 et 1</b>	-	7
Septembre 1944. . . . .	<i>1</i>	<b>2</b>	<i>6</i>	9
Octobre 1944. . . . .	-	<b>2 et 8</b>	<i>1</i>	11
Novembre 1944 . . . . .	-	-	-	-
Décembre 1944 . . . . .	-	<i>1</i>	-	1
Total. . . . .	9	17	8	34

Ces 34 victimes incluent un ingénieur auxiliaire des Eaux et Forêts, dont le nom n'a pas été intégré dans les annuaires des Eaux et Forêts : Jean Bringer, alias *Myriel*, fusillé le 19 août 1944 près de Carcassonne, en tant que chef départemental des Forces françaises de l'intérieur de l'Aude, à l'âge de 27 ans.

Les pertes enregistrées se concentrent dans la moitié Est du pays, où l'implantation du service forestier est particulièrement dense : huit décès pour le massif alpin et 21 pour le seul département des Vosges (dont vingt après le 1<sup>er</sup> septembre). Cette concentration dans les Vosges et son caractère tardif résultent de deux facteurs conjoints.

En retraite depuis la mi-août, la Wehrmacht parvient à reconstituer un front stabilisé dans le Nord-Est de la France au cours des premiers jours de septembre, alors que les armées alliées sont contraintes à un arrêt progressif, compte tenu notamment de l'extension trop rapide de leurs voies de ravitaillement. La nouvelle ligne de front allemande s'appuie sur la trouée de Belfort, le piémont occidental des Vosges puis la Moselle messine. Or, au cours de l'été, les Alliés ont activé les maquis vosgiens, avec l'envoi de parachutistes et d'armes. Ne pouvant tolérer une telle menace sur ses arrières, la Wehrmacht entreprend une traque systématique. Du 3 au 21 septembre, trois importants maquis sont démantelés, avec des pertes conséquentes

(7) Cette omission est d'autant plus curieuse qu'un monument commémoratif, en l'honneur de Michel Le Poitevin de la Croix de Vaubois et de ses compagnons d'infortune, a été inauguré en forêt domaniale de Lyons, dans l'Eure, en 1950 par Gabriel Valay, ministre de l'Agriculture.

(exécution et déportation ; Montagnon, 2000) : à la ferme de Viombois près de Badonviller<sup>(8)</sup>, à Grandrupt-de-Bois, à la Piquante Pierre près de La Bresse. Des préposés forestiers figurent parmi les victimes de chacun de ces combats.

Un second facteur intervient. En septembre et octobre 1944, la partie encore occupée du département des Vosges sert de lieu de halte aux services de sécurité allemands et à des miliciens français repliés de la région lyonnaise. Il s'ensuit une répression féroce, qu'illustrent les onze forestiers sommairement exécutés ou déportés durant le mois d'octobre. La libération définitive des Vosges n'intervient qu'au cours de la seconde quinzaine de novembre, voire seulement en décembre pour les localités les plus proches des Hautes Vosges. Un préposé meurt ainsi encore le 2 décembre au Rudlin, assassiné à coups de hache.

Au total, dix cadres, âgés de 27 à 48 ans, et au moins 29 préposés sont morts du fait de l'occupant. Il convient enfin de signaler une victime civile des combats de la Libération, non mentionnée par les annuaires d'après-guerre : Alexandre Boivin, conservateur à Boulogne (29<sup>e</sup> promotion des Barres), mortellement blessé en service le 28 juillet 1944, lorsque son véhicule a été pris pour cible par des avions alliés. Il avait 61 ans.

### **1945-1946 : LA CONSTITUTION D'UNE MÉMOIRE**

La *Revue des Eaux et Forêts* s'arrête après le numéro d'août 1944. Les parutions ne reprennent qu'en mars 1945, avec un premier numéro daté de janvier 1945, suivi par onze autres<sup>(9)</sup>. Un travail de mémoire se met progressivement en place, sous la forme de rubriques nécrologiques consacrées aux victimes de l'occupant allemand et de ses séides français, à partir du numéro daté de février 1945.

Les nécrologies paraissent progressivement jusqu'en décembre 1946, intégrant les proposés forestiers à partir du numéro de septembre 1945. Aux victimes de l'occupant s'ajoutent également les nécrologies des deux cadres tombés dans les rangs de la 1<sup>re</sup> armée française, ainsi que celle de l'élève des Barres tombé en juin 1940 et oublié par la *Revue* en 1940.

Parmi les dernières nécrologies parues en 1946, relevons celles des déportés disparus. Le délai de leur publication, un an après la fin des hostilités, témoigne de la douloureuse attente des familles, jusqu'à ce que tout espoir de retour s'évanouisse. De ces tristes énumérations, retenons les noms des camps de concentration concernés : Dachau et son annexe de Muhlendorf en Bavière, Buchenwald en Thuringe, Monowitz-Buna en Pologne (au sein du complexe d'Auschwitz), Neuengamme et ses annexes de Wöbbelin<sup>(10)</sup> (Ludwigslust) et Ladelund en Allemagne du Nord.

Au souvenir des victimes s'ajoute le recours aux symboles. Près de six ans après la cérémonie du 3 juin 1939, une nouvelle cérémonie se tient à Nancy le 4 mars 1945, autour du drapeau des Chasseurs forestiers, qui avait été dissimulé dans le Sud de la France durant l'occupation.

Le discours prononcé à cette occasion, en présence des autorités militaires régionales et des 116<sup>e</sup>, 117<sup>e</sup> et 118<sup>e</sup> promotions de Nancy, réunit en un même hommage les défunts de 1914-1918, de 1939-1940, de l'empire et « *la lutte obscure de la Résistance* ».

(8) Maquis connu en tant que « *Groupe mobile d'Alsace - Vosges* », terme utilisé par la *Revue*.

(9) Le souci d'exhaustivité juridique observé lors du changement de régime de 1940 (voir la note 5) apparaît à nouveau lors de la reprise de publication de la *Revue des Eaux et Forêts* en 1945. Le numéro de février 1945 juxtapose ainsi de manière anachronique l'ordonnance sur le rétablissement de la légalité républicaine du 9 août 1944, signée par le Général de Gaulle, et d'obscurs arrêtés administratifs signés par Pierre Laval en 1944.

(10) Orthographié Wolodin dans la *Revue des Eaux et Forêts* puis les annuaires des Eaux et Forêts.

La conclusion de ce discours fait écho à celle du discours de juin 1939. Au sortir des épreuves et des déchirements, les « *angoisses de la guerre* » laissent la place à un espoir de refondation nationale, illustré par métaphore : « *Jeunes forestiers (...) [que ce drapeau] vous rappelle aussi que ses trois couleurs sont celles du drapeau des soldats de l'an II, de ces paysans et ouvriers qui, quittant volontairement leurs champs ou leurs usines, se sont enrôlés pour défendre la jeune République naissante et ont permis à la Nation de se faire une âme toute neuve, une âme de liberté, d'égalité et de lumière* <sup>(11)</sup> ».

La référence à l'an II n'est pas que pur symbole. Une compagnie du 26<sup>e</sup> régiment d'infanterie participe à la cérémonie du 4 mars 1945. Ce régiment a été recréé à Nancy à partir d'unités des Forces françaises de l'intérieur de Lorraine (Michalon, 1980). Dès septembre 1944, le Gouvernement provisoire de la République française a en effet entrepris de refonder une armée métropolitaine avec les anciens FFI. Les forestiers en sont cependant théoriquement exclus, en tant que fonctionnaires (Vernet, 1980), en l'occurrence pour la relance d'une exploitation forestière nécessaire à la reconstruction et aux usages énergétiques d'un pays exsangue.

Quelques forestiers « *Soldats de l'an II* » s'engagent toutefois un temps dans des unités militaires reconstituées. Dans le cadre d'un travail de recherche sans lien direct avec le sujet de cet article, il nous a été possible d'en repérer quelques-uns, agents titulaires ou auxiliaires, à l'image d'un agent servant comme officier de renseignement jusqu'en mai 1945 au sein d'un régiment reconstitué dans le Médoc et engagé devant une des poches de l'Atlantique <sup>(12)</sup> (Weiss, 2010). Aucun nouveau décès n'est cependant enregistré.

## EN GUISE DE CONCLUSION

À la différence de 1914-1918, il n'y a pas eu de saignée généralisée parmi les cadres forestiers. Alors que 101 des 104 victimes recensées lors du premier conflit mondial étaient militaires, dix des vingt cadres, morts du fait de la guerre en 1939-1945, sont décédés en tant que civils. Le hasard de la guerre fit que le massif vosgien a concentré cinq des décès de cadres, ainsi que 19 des 29 décès connus pour les préposés forestiers.

Au-delà de cet aspect comptable, ce court travail montre l'intérêt d'appréhender la *Revue des Eaux et Forêts* et les annuaires des Eaux et Forêts en tant que matériaux historiques. Au fil des nécrologies, au gré des discours accompagnant les différentes apparitions du drapeau des Chasseurs forestiers, des expressions et des choix rédactionnels mais aussi des omissions se font jour et nous renseignent sur les tensions qui ont agité le corps forestier français au cours du second conflit mondial.

Aux « *angoisses* » d'une nouvelle guerre ont fait suite la stupeur et l'humiliation de la défaite de 1940 et de l'occupation. Les déchirements d'une guerre civile d'abord lointaine, dans les forêts gabonaises, puis bien plus proche, ont ensuite pris le relais. À l'instar de la société française et des différents corps de fonctionnaires, les agents forestiers ont connu le tourment de choix irrémédiables. Ce n'est pas un hasard si les nécrologies et les discours reproduits dans les pages de la *Revue* utilisent la sémantique de la loyauté, de la fidélité ou de la « *foi inébranlable* <sup>(13)</sup> » vis-à-vis de la Nation, du drapeau, de la victoire, du Maréchal Pétain ou de la République.

(11) *Revue des Eaux et Forêts*, tome LXXXIII, août 1945, page 488.

(12) Il s'agit de garnisons allemandes restées retranchées en août 1944 autour des principaux ports français pour en interdire l'accès aux Alliés : Royan (bloquant l'accès à Bordeaux), La Rochelle, Saint-Nazaire, Lorient, Dunkerque. L'agent en question n'apparaît pas dans les annuaires des Eaux et Forêts : s'agissait-il d'un préposé ?

(13) *Revue des Eaux et Forêts*, tome LXXXIII, juillet 1945, page 421.



Plus qu'il n'amène de constats généralisables à tout un corps (une cinquantaine de nécrologies est un échantillon trop restreint), ce travail permet d'envisager des élargissements. Comment les forestiers français ont-ils vécu les changements successifs de régime politique ? Comment le corps forestier colonial a-t-il vécu les déchirements africains de 1940 ? Certains ont choisi de quitter les colonies ralliées à la France libre (à l'image du rédacteur de la nécrologie de l'inspecteur tué au Gabon). D'autres ont-ils au contraire choisi la France libre ?

De même, que peut-on dire de l'histoire des forestiers dans la Résistance ? Était-ce uniquement le fait d'individualités ? Les réseaux professionnels et hiérarchiques ont-ils joué un rôle facilitateur ou au contraire inhibiteur ? Comment l'administration forestière a-t-elle appréhendé l'émergence des maquis, utilisateurs des espaces forestiers ?

Cela revient à étudier le corps forestier français dans son environnement social au fil des années de guerre, sans se limiter aux morts. Une telle approche a déjà été développée au sujet de corps sociaux tels que les enseignants, les cheminots, les syndicats... Le *Dictionnaire historique de la Résistance* paru en 2006 en donne un aperçu (Marcot *et al.*, 2006). Son vaste index ne contient cependant aucune entrée liée au corps forestier. De même, au sein de travaux tels que ceux de Kedward (1999), la forêt est présente, en tant que composante de l'environnement géographique et social des maquis, mais les forestiers ne sont pas cités, y compris au sujet de départements à forte proportion de forêts publiques.

Un tel travail sur les agents forestiers serait-il dès lors opportun ? Cela nécessiterait probablement une dimension collective, pour interroger des sources plus conséquentes (archives administratives et militaires, récits régionaux) et rechercher d'éventuels témoignages ou mémoires.

Au terme de cet article, si des lecteurs sont intéressés par cette perspective, l'auteur les invite à le contacter.

Stéphane WEISS  
Ingénieur forestier  
18 Impasse des Tilleuls  
F-69100 VILLEURBANNE  
(stephane\_weiss@yahoo.fr)

## ANNEXE

## Liste des cadres forestiers français morts ou disparus du fait des opérations militaires en 1939-1945

Nom	Promotion	Contexte de décès	Date de décès	Département français ou pays de décès
Bach Pierre Georges	113N	Militaire mort au combat	25/11/44	Haute-Saône
Balmens Louis	42B	Civil fusillé	19/06/44	Hautes-Alpes
Béchetoille Léopold Emmanuel Marie	107N	Militaire mort au combat	22/06/40	Vosges
Boivin Alexandre	29B	Victime civile d'une attaque aérienne	28/07/44	Pas-de-Calais
Bringer Jean	-	Civil fusillé	19/08/44	Aude
Brousseau Jean	109N	Civil mort en déportation	30/04/45	Allemagne (Wöbbelin)
Comte Robert	108N	Militaire mort de maladie	11/02/40	Marne
François Louis	101N	Civil fusillé	22/10/44	Vosges
Gémon Joseph Marie François Paul	97N	Civil disparu en 1943	?	?
Gilles Henri	96N	Civil mort en déportation	20/12/44	Allemagne (Neuengamme)
Heitz Henri	99N	Militaire mort au combat	09/11/40	Gabon
Joseph Charles Gabriel Laurent	50B	Militaire mort au combat	04/06/40	Somme
Le Poitevin de la Croix de Vaubois Michel	98N	Civil mort en déportation	?	Allemagne (Dachau ?)
Leclère Pierre Jean Jacques	108N	Militaire mort au combat	19/06/40	Vosges
Lecoinge Roger Henri	101N	Militaire mort des blessures reçues au combat	22/05/40	Pas-de-Calais
Lenoir Jacques Noël Auguste	108N	Militaire mort au combat	20/05/40	Aisne
Magnard Léon	35B	Civil mort après torture	05/11/43	Côte-d'Or
Maurel Robert Eugène Émile	110N	Militaire mort au combat	17/11/44	Doubs
Michel-Lévy Roger	108N	Civil mort après torture	13/02/44	Doubs
Pelet Jean-François	47B	Civil fusillé	22/10/44	Vosges

## SOURCES

Annuaire des Eaux et Forêts, années 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1945 et 1952. — Nancy : Berger-Levrault.

École nationale des Eaux et Forêts. — Registres d'inscription des élèves - Nancy.

*Revue des Eaux et Forêts*, Tomes X (1871), LVII (1919), LXV (1927), LXXVII à LXXXIV (1939 à 1946).

## BIBLIOGRAPHIE

KEDWARD (H.R.). — À la recherche du Maquis. — Éditions du Cerf, 1999. — 472 p. (Initialement paru sous le titre : *In search of the Maquis*. — Oxford University Press, 1993).

LARGEAUD (J.-M.). — Article Campagne du Gabon. pp. 663-664. *In* : Dictionnaire de la France libre, sous la direction de François Broche, Georges Caïtucoli et Jean-François Muracciole. — Paris : Robert Laffont, 2010.

MARCOT (F.), sous la dir. de. — Dictionnaire historique de la Résistance. — Paris : Robert Laffont, 2006. — 1187 p.

MERMET (P.). — Du Service du travail obligatoire (STO) au maquis. *In* : Colloque sur les maquis (Paris, 22 et 23 novembre 1984). — Institut d'histoire des conflits contemporains, 1985. — pp. 59-64.

MICHALON (R.), sous la dir. de. — Les Grandes unités françaises – Historiques succincts – Guerre 1939-1945. Tome VI. — Service Historique de l'Armée de Terre, 1980. — 1037 p.

MONTAGNON (P.). — Les Maquis de la Libération, 1942-1944. — Paris : Éditions Pygmalion, 2000. — 412 p.

VERNET (J.). — Le Réarmement et la réorganisation de l'Armée de Terre française (1943-1946). — Ministère de la Défense, Service Historique de l'Armée de Terre, 1980. — 241 p.

WEISS (S.). — Panorama de la régularisation des unités combattantes issues des Forces françaises de l'Intérieur sur les fronts de la Pointe de Grave, de Royan et La Rochelle (août 1944 – octobre 1945). — Université Lumière Lyon 2, 2010. — 245 p. et annexes (Mémoire pour l'obtention d'un Master Recherche, mention Histoire).

---

### **SUR LES TRACES DES CADRES FORESTIERS FRANÇAIS TOMBÉS DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE (Résumé)**

Près d'une cinquantaine d'agents forestiers français sont morts du fait des opérations militaires et de l'occupation au cours du second conflit mondial. L'auteur propose une analyse des circonstances de décès de ces hommes, en se basant principalement sur les articles parus dans la *Revue des Eaux et Forêts* entre 1939 et 1946. Au fil des ans, la revue s'est fait l'écho des tensions ayant agité le corps forestier français, confronté aux opérations militaires, à la captivité en Allemagne, à l'occupation et aux changements politiques.

### **ON THE TRAIL OF THE FRENCH FORESTRY PERSONNEL LOST DURING THE SECOND WORLD WAR (Abstract)**

Nearly fifty French forestry personnel died due to military operations or the occupation during the Second World War. The author proposes an analysis of the circumstances that led to these deaths, based essentially on articles published in the *Revue des Eaux et Forêts* journal between 1939 and 1946. The journal reflects the tensions as experienced by the French forestry corps confronted with military operations, captivity in Germany, the occupation and political changes.

---